

3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	
32 - Sports (autres que scolaires)	53.51
Aménagement sportif du territoire	

PROGRAMME(S)

32P02 - Aménagement sportif du territoire

TYPLOGIE DES CREDITS

AA

EXPOSE DES MOTIFS

La Région souhaite proposer une offre de services et un développement équilibré du territoire. Elle décide de s'investir dans le soutien aux projets de création, de réhabilitation ou de rénovation d'infrastructures sportives afin de doter le territoire d'équipements sportifs attractifs, performants et répondant aux nouveaux besoins.

Lors de sa réunion du 5 décembre 2022, la Conférence régionale du sport a adopté son Projet sportif territorial (PST) 2023/2027 (<https://www.crdS-bfc.fr/>). Le diagnostic préalable à cette approbation a notamment pointé le besoin de :

- corriger une carence d'offre dans certains territoires,
- améliorer l'accessibilité
- optimiser l'utilisation des équipements existants,
- développer des équipements favorisant la pratique d'excellence sportive et la formation des sportifs de haut niveau.

Deux des ambitions retenues par le PST pour le sport en Bourgogne-Franche-Comté portent sur :

- Le rayonnement des territoires de Bourgogne Franche-Comté à travers le sport et ses valeurs pour promouvoir les atouts de la région. Cette ambition se concrétise notamment par la présence d'équipements de grande envergure, attractifs pour les sportifs de haut niveau et les fédérations, en lien avec l'héritage des JOP 2024 et les sports de nature.
- L'amélioration de la structuration et de la modernisation de l'offre sportive du territoire, pour proposer aux acteurs de terrain une offre au service du développement du sport. Cette ambition se concrétise notamment par la rédaction d'un schéma directeur concerté des équipements avec tous les acteurs (projet sportif fédéral, recensement des équipements, schémas départementaux et nationaux).

Dans le cadre de la démarche « Région à énergie positive d'ici 2050 », les projets (sauf de niveau 5) financés par la Région devront répondre, le plus en amont possible (phase de programmation puis de conception) aux attentes de la Région en termes d'éco-conditionnalité (cf annexes 1 et 2).

BASES LEGALES

Dispositif pris en application du régime d'aide exempté SA.58993 Régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017.

Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.1111-4

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

OBJECTIFS

Doter le territoire régional en infrastructures pour le développement et l'égalité d'accès aux pratiques sportives organisées, en prenant en compte :

- les ambitions du projet sportif territorial (PST) approuvé par la Conférence Régionale du Sport de Bourgogne Franche-Comté(CRdS) adopté en décembre 2022.
- les projets sportifs fédéraux (PSF) et leurs priorités en matière d'équipement déclinées au niveau régional

NATURE

Subvention d'investissement et de fonctionnement

BENEFICIAIRES

Les collectivités territoriales et leurs groupements ou les syndicats mixtes.

Les associations sportives affiliées à une fédération sportive agréée par le ministère en charge des Sports.

Les sociétés sportives (au sens de l'article L. 122-1 du code du sport).

Les établissements publics.

CRITERES D'ELIGIBILITE ET MONTANTS

Les projets soutenus devront impacter directement le développement d'une discipline sportive fédérée avec une pratique associative structurée, ou les pratiques sportives organisées localement.

Nature des projets éligibles

Les équipements publics spécialisés conçus pour une famille de disciplines sportives pourront être soutenus (exemples : surfaces sportives couvertes ou de plein air, bâtiments vestiaires, équipements de pleine nature).

Les constructions et rénovations d'infrastructures non chauffées ou chauffées au plus à 12°C restent soumises aux écoconditions mais pas à la conditionnalité « Energie ».

Les équipements à fonctions multiples/omnisports (ex : gymnase, complexe sportif polyvalent) ou à fonction sportive minoritaire (ex : salles socio-éducatives), ne sont pas éligibles.

Règles d'éco-conditionnalité

Les projets soutenus sont soumis aux règles d'éco-conditionnalité telles que référencées en annexes (sauf projets de niveau 5).

Le dossier sera instruit en fonction de la nature du projet présenté et de la ou des thématiques qui seront à respecter (eau, gestion des déchets de chantier, biodiversité, énergie, sobriété foncière).

Les règles d'éco-conditionnalité s'appliqueront uniquement sur le montant des dépenses éligibles.

Le montant plafond de subvention par niveau pourra être atteint si les éco-conditions du niveau « socle » sont respectées pour les thèmes retenus. Si le montant maximum de subvention n'est pas atteint, une bonification de 5% pourra être accordée (bonus de niveau 1 majoritaires) ou de 10 % (bonus de niveau 2 majoritaires) dans la limite du plafond.

NATURE DU PROJET		FINANCEMENT
1	Construction/réhabilitation/ Rénovation d'équipement répondant à une ambition du Projet Sportif Territorial	30 % de la dépense éligible Plafond à 300 000 € par opération <u>Conditions :</u> <ul style="list-style-type: none">- Réponse pertinente aux besoins pointés par le PST- 3 co-financeurs dont ANS a minima (y compris Région BFC)- Priorité régionale n°1 du PSF de la discipline
2	Construction/réhabilitation/ rénovation d'équipement constituant une priorité régionale du Projet Sportif Fédéral de la discipline	30 % de la dépense éligible <ul style="list-style-type: none">- Construction/réhabilitation : Plafond à 150 000 € par opération- Rénovation : Plafond à 80 000 € par opération <u>Conditions :</u> <ul style="list-style-type: none">- Avis conforme de la fédération/ligue/comité
3	Construction/réhabilitation/ rénovation d'équipement à rayonnement infra-régional	15 % de la dépense éligible Plafond à 80 000 € par opération <u>Conditions :</u> <ul style="list-style-type: none">- Avis conforme de la fédération/ligue/comité
4	Construction, requalification, rénovation d'équipements spécialisés de proximité	20 % de la dépense éligible, plafonné à 20 000 € par opération <u>Conditions :</u> <ul style="list-style-type: none">- Terrains multisports/aire de glisse, ... en accès libre éligibles si utilisation scolaire /périscolaire régulière attestée et implantation en territoire carencé.

5	Véhicules de transport collectif des sportives et sportifs type minibus	60 % maximum du coût TTC (hors frais annexes), plafonné à 15 000 €. Conditions : <ul style="list-style-type: none"> - Véhicule 8 ou 9 places minimum neuf ou occasion – hors achat en crédit-bail - Le demandeur ne pourra déposer qu'un seul dossier par période de 24 mois. - Public prioritaire : associations sportives (hors sections de clubs) dont le siège social est situé en Bourgogne-Franche-Comté depuis au moins 2 ans
----------	--	--

Conformément aux normes en vigueur, le maître d'ouvrage veillera :

- à la mixité des infrastructures, notamment en termes de vestiaires et de sanitaires,
- à l'égalité d'accès aux pratiques des femmes et des hommes dans l'utilisation de l'équipement,
- à l'accessibilité aux personnes en situation de handicap.

La prise en compte de ces éléments devra être explicitée dans une note descriptive lors du dépôt du dossier.

Pour les terrains de football synthétique, seuls les projets présentant un remplissage « biosourcé » sont éligibles.

Pour les terrains de tennis, seuls les projets de couverture ou de construction de courts couverts sont éligibles.

Sont inéligibles les dépenses concernant l'achat de mobilier et de petits équipements, les petits travaux de rénovation intérieure (électricité, plomberie, plâtrerie...), le remplacement ou l'acquisition exclusive de sol sportif mobile, l'installation ou le remplacement de main courante, filet pare-ballons, éclairage led, de système chauffage ne s'inscrivant dans une opération globale.

FINANCEMENT

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- ✓ Une avance de 20 % à signature de la convention sur demande du bénéficiaire qui devra justifier l'engagement de l'opération;
- ✓ Un ou plusieurs acomptes peuvent être versés sur justification des dépenses acquittées (**état détaillé des mandats visé du comptable public ou de la personne compétente**) au fur et à mesure de l'avancement de l'opération.
- ✓ Les acomptes sont calculés au prorata des dépenses réalisées. En cas de versement d'une avance, le premier acompte ne peut être versé que si sont justifiées les dépenses afférentes à l'avance. L'avance et les acomptes seront plafonnés à 80% du montant de la subvention.
- ✓ Le solde, calculé au prorata des dépenses réalisées, est versé sur présentation :
 - du bilan financier de l'opération signé de la personne compétente
 - des justificatifs de dépenses : **état détaillé des mandats visé du comptable public ou de la personne compétente**
 - tout justificatif prévu dans le référentiel éco-conditions et précisé dans la colonne « documents attendus paiement »

Ces conditions de versement ne concernent pas le niveau 5.

PROCEDURE

Chaque porteur de projet formule sa demande de soutien financier sur la plateforme régionale dématérialisée de dépôt des dossiers, accompagnée des pièces justificatives nécessaires à l'instruction.

Les dossiers seront étudiés au cours de deux campagnes avec des dates limite de dépôt des dossiers fixées chaque année au 28 février et au 15 juin.

Pour l'année 2024, et à titre exceptionnel :

- la date limite de dépôt des dossiers est fixée au 15 juin 2024.
- les projets engagés en phase APS avant le 1er Mars 2024 ne seront pas soumis aux critères d'éco-conditionnalité (cf annexes 1 et 2).

Les projets seront proposés au vote de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté après instruction par le service sports, jeunesse et vie associative de la Région, et demande d'avis auprès des instances de la Conférence des Financeurs du Sport (CdFS) et des services de l'Etat.

Liste des documents à fournir :

→ Pour les associations sportives :

- . Lettre de demande d'aide financière signée par une personne habilitée
- . Statuts (lorsqu'il s'agit d'une première demande) et éventuellement modifications ultérieures
- . Date d'insertion au Journal officiel avec un extrait de celui-ci en cas de première demande
- . Numéro SIRET
- . Domiciliation bancaire et postale
- . Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes et d'un échéancier prévisionnel de réalisation
- . Liste des dirigeants, membres en exercice du conseil d'administration ou du bureau
- . Décision de l'organe délibérant ou de l'autorité compétente sollicitant l'aide régionale
- . Bilans et compte de résultat du dernier exercice clos, sauf pour les organismes ayant au moins deux ans d'existence et qui font une première demande de subvention, pour lesquels la fourniture des bilans et compte de résultat des deux derniers exercices est obligatoire
- . Si l'association exerce une activité économique, liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années
- . Attestation sur l'honneur précisant que l'association ou la fondation a souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- . Charte de la laïcité approuvée lors de l'assemblée plénière des 10 et 11 décembre 2020
- . Copie de l'attestation d'affiliation à la fédération sportive concernée
- . Budget prévisionnel de l'association en cours
- . Compte-rendu de la dernière assemblée générale
- . Documents attendus dans le cadre des éco-conditions régionales

→ Pour les collectivités locales ou leurs regroupements

- . Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée
- . Délibération ou, le cas échéant, décision de l'autorité compétente accompagnée de la délibération de délégation de compétence l'autorisant à solliciter l'aide de la Région
- . Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée, accompagné éventuellement de devis, et d'un échéancier prévisionnel de réalisation
- . Domiciliation bancaire et postale du comptable assignataire
- . Numéro SIRET
- . Attestation d'assujettissement à TVA pour les dépenses relatives à l'opération subventionnée.
- . Documents attendus dans le cadre des éco-conditions régionales

DECISION

Assemblée plénière ou Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

EVALUATION

Une évaluation est menée avec la direction de l'évaluation et de la performance (Zone géographique des équipements, projets soutenus dans le cadre du PST et/ou des priorités sportives fédérales, type d'équipements soutenus, nombre de véhicules financés).

DISPOSITIONS DIVERSES

Le règlement d'intervention s'applique à compter du 1^{er} mars 2024 jusqu'au 31 décembre 2025.

Les dossiers seront instruits dans la limite des crédits inscrits au budget. Les demandes de subvention s'inscrivent dans le cadre d'un appel à projet (sauf projet de niveau 5).

Les dossiers relatifs aux piscines feront l'objet d'une étude particulière.

TEXTES DE REFERENCES

- Délibération n° ----- de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 9 février 2024